



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2022-12B
1^{ER} JANVIER 2023

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Immigration

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politiques sociales

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Prévention de la radicalisation

Protection des majeurs

Travail social

Violences

Acquisitions

ENFANCE ET FAMILLE

Accueil de la petite enfance

Face au défi de l'individualisation en crèche

Journal des professionnels de l'enfance, 12/2022, n° 134, p.22-25

Chaque enfant a son rythme propre et le respecter est primordial tant il lui permet d'évoluer de façon harmonieuse sur le plan moteur comme psychique et de se structurer comme individu. Mais comment respecter l'individualité de chaque enfant au sein d'un collectif, interroge Hélène Fosse, directrice de la crèche municipale J.J Rousseau, à Tarbes. Une interrogation qui a tiré et a nourri le sujet de son mémoire universitaire en 2016, et à partir duquel suivra la mise en place de nouvelles pratiques dans la structure de son territoire.

D'un métier passion à l'épuisement professionnel

Journal des professionnels de l'enfance, 12/2022, n° 134, p. 20-23

En parcourant les réseaux sociaux, il est assez facile d'observer que le secteur de la petite enfance est en souffrance. Une souffrance au travail qui s'est largement accentuée et généralisée ces dix dernières années. Que ce soit dans le privé, dans le public, en grande structure, en micro-crèche comme à domicile, les professionnels petite enfance crient leur mécontentement. Il est régulier de lire, d'entendre qu'il devient difficile d'exercer ce métier avec le cœur, avec passion. Un constat alarmant qui n'est pas sans conséquence sur le bien-être personnel du salarié et qui peut avoir un effet boule de neige sur la qualité de l'accompagnement de l'enfant et de sa famille. L'épuisement professionnel devient une réalité incontournable.

Parentalité / famille

Parentalité et immigration : regard ouvert sur les modes d'accueil

Cahiers de la puériculture (Les), 11/2022, n° 361-362, p. 30-32

Pour nourrir une réflexion sur les différents modes de garde accessibles aux parents demandeurs d'asile, une enquête a été menée auprès de plusieurs familles mono-parentales accueillies dans un centre spécialisé. Il invite à un regard critique sur les politiques sociales actuelles et à une discussion afin de penser le mode de garde autrement.

Accompagner la parentalité aujourd'hui [Dossier]

Cahiers de la puériculture (Les), 10/2022, n° 360, p. 13-31

Au sommaire :

- Accompagner les parentalités actuelles
- Mieux connaître les familles monoparentales
- La GPA relationnelle et ses enjeux pour la parentalité
- Face à des parents très informés sur la petite enfance, quelle place pour la puéricultrice ?
- Les cercles des parents, libérer la parole autour de la parentalité

Périnatalité

Accueil - Les premières minutes et les premiers jours de l'enfant

Journal des professionnels de l'enfance, 10/2022, n° 360, p. 12-15

Dans la foulée de la commission "1000 premiers jours" lancée par le président de la République, Emmanuel Macron, en Septembre 2019 et présidée par le neuropsychiatre, Boris Cyrulnik, la mise en place d'espaces propices au développement de la petite enfance est devenue un enjeu majeur. Cette préoccupation découle notamment d'une meilleure connaissance des effets bénéfiques d'un développement du cerveau ont démontré les répercussions qu'ont les expériences vécues par les tout-petits sur leur développement socio-émotionnel, psychomoteur et cognitif.

ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL



Soutenir les établissements et services sociaux et médico sociaux dans le recueil du point de vue des personnes qu'ils accompagnent – Programme pluriannuel de travail - Note de cadrage. Guide méthodologique,

Haute autorité de santé, 11/2022, 20 p

https://www.has-sante.fr/jcms/p_3394677/fr/soutenir-les-etablis

Recueillir le point de vue des personnes concernées est une condition essentielle et un enjeu majeur en termes d'amélioration de l'accompagnement par les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS). Promouvoir le recueil du point de vue des personnes accompagnées par des ESSMS En définissant les bases conceptuelles, méthodologiques et éthiques, valides scientifiquement ; - En accompagnant les établissements et services dans la structuration de leur démarche ; - En participant à l'animation de la dynamique pour favoriser une acculturation mutuelle. Ces objectifs se concrétiseront par la production de documents et supports adaptés aux différentes cibles afin que chacune puisse se saisir de son(s) rôle(s) dans la démarche, notamment les personnes accompagnées



La participation des personnes concernées à l'élaboration des recommandations de bonnes pratiques professionnelles pour le secteur social et médico-social - Guide méthodologique

Haute autorité de santé, 07/2022, 20 p.

https://www.has-sante.fr/jcms/p_3381211/fr/la-participation-d

Ce guide a été élaboré dans la continuité du guide méthodologique relatif à l'élaboration des recommandations et est accompagné d'une fiche d'information destinées aux personnes concernées. Il permet de formaliser précisément les modalités de participation des personnes concernées aux travaux. Les personnes peuvent participer aux différentes étapes d'élaboration en tant que : - partie prenante participant à titre collectif, c'est-à-dire tout représentant d'un organisme ou d'une association concernée par une ou des thématique(s) de la recommandation ; - personne participant à titre individuel, c'est-à-dire toute personne sollicitée pour faire part de son expérience ou expertise sur un sujet donné.

Gouvernance et (sous-) financement du médicosocial / VINQUANT Jean-Philippe Tribunes de la santé (Les), 2022, n° 74, p.37-46

<https://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante-2022-4-page-37.htm>

Historiquement, les établissements et services médicosociaux (ESMS) sont régis par un financement rétrospectif dit « aux charges » qui découle de leur régime d'autorisation : l'autorité publique la délivrant se devait de couvrir les charges de fonctionnement et l'amortissement des investissements si elle voulait que le service soit bien rendu. La progression de la dépendance des personnes âgées et la prise de conscience des lacunes dans l'accompagnement des personnes handicapées, dans les années entre 2003 (la canicule) et le vote de la loi du 11 février 2005 ont fait évoluer ce cadre ancien. L'identification d'un risque lié à la perte d'autonomie, marqué par la création de l'allocation personnalisée d'autonomie en 2001 et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) en 2004, puis par les plans successifs sur le grand âge et le handicap, ont conduit à des évolutions profondes de la gouvernance financière du secteur.

Les réformes pour rendre la tarification plus juste, à la fois en équité entre ESMS et en niveau par rapport aux besoins des publics, n'ont pas résolu toutes les difficultés à assurer des personnels en nombre suffisant pour délivrer des accompagnements de qualité. La gestion contrainte des sous-objectifs médicosociaux au sein de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie en est un facteur explicatif mais pas unique. En l'absence de références sur le juste niveau des ressources, il est difficile de dépasser le seul constat général de moyens insuffisants pour les personnes les plus en perte d'autonomie, et de construire des réformes qui soient pleinement pertinentes.

Excès de normes : ça suffit !

Journal des acteurs sociaux, 11/2022, p. 19-27

Le constat : une situation toujours plus alarmante

La proposition : un observatoire de terrain des décisions absurdes

IMMIGRATION



A quel prix peut-on aider les migrants ? Le Temps du débat

France culture, 19/12/2022, 37 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/a-quel-prix-peut-on-aider-les-migrants-7524150>

Dimanche 18 décembre se tenait la Journée Internationale des Migrants. La question de l'accueil et de la prise en charge des migrants par les Etats est particulièrement prégnante ces dernières semaines notamment depuis le débarquement de l'Océan Viking à Toulon, le 11 novembre.



Petit guide Lutter contre les préjugés sur les personnes étrangères, La Cimade, 2022, 17 p.

<https://www.lacimade.org/publication/petit-guide-lutter-contre-les-prejuges-sur-les-migrants/>

Réactualisé en 2022, le petit guide Lutter contre les préjugés sur les personnes étrangères est particulièrement apprécié des milieux associatifs et éducatifs. Des accroches interactives, un vocabulaire accessible dès le collège et des sources clairement identifiées en font un outil précieux pour déjouer les pièges de la désinformation

**Le Monde Le grand oral des demandeurs d'asile
Monde (le), 30/12/2022, p. 15**

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/12/29/demandeurs-d-asile-a-montreuil-le-grand-oral-pour-obtenir-le-statut-de-refugie_6155963_3224.html

Dans ses locaux modernes et fonctionnels en Seine-Saint-Denis, la Cour nationale du droit d'asile reçoit chaque année des milliers d'étrangers qui cherchent refuge en France et teste la fiabilité de leurs récits.

INSERTION

Retour à l'emploi des allocataires du RSA : le bâton n'est pas la solution

Alternatives-economiques.fr, 22/12/2022

<https://www.alternatives-economiques.fr/retour-a-lemploi-allocataires-rsa-baton-nest-solution/00105496>

Le gouvernement veut augmenter le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA. Cette ambition se heurte à de nombreux obstacles, en témoignent les efforts de l'association SFM-AD, en Seine-Saint-Denis, face à l'ampleur de la tâche.

Expérimentation du Service public de l'insertion et de l'emploi : usine à gaz ou opportunité manquée ? Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 15/12/2022

<https://www.lagazettedescommunes.com/841089/experimentation->

Lancée dans le sillage de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, dont elle faisait partie, l'expérimentation du Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) arrive à son terme fin 2022 ou mi 2023 selon les territoires. Elle ne sera probablement pas reconduite, et laisse la place à l'expérimentation de France Travail.

Le Monde **Le futur RSA, conditionné à des heures d'activité, testé dans dix-neuf territoires Monde (Ie), 15/12/2022**

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/12/15/le-futur-rsa-conditionne-a-des-heures-d-activite-teste-dans-dix-neuf-territoires_6154498_823448.html

Le ministre du travail a présenté, mardi, les départements et la métropole qui expérimenteront en 2023 le nouveau revenu de solidarité active, qui sera conditionné à des heures d'activité hebdomadaires.

LOGEMENT



Les priorités de la politique du logement
Terra nova, 2022, 14 p.

<https://tnova.fr/economie-social/logement-politique-de-la-ville/les-priorites-de-la-politique-du-logement/>

Depuis quelques mois, la conjoncture s'est brusquement assombrie sur le secteur du logement. Après les contraintes du confinement, qui ont rappelé le poids des inégalités de logement, c'est la crainte de ne pas pouvoir faire face à la brutale hausse des coûts de l'énergie qui suscite l'inquiétude des ménages. Autre bouleversement récent : le retour de l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt, après de longues années de taux bas. Il est trop tôt pour anticiper l'évolution générale du marché, mais il apparaît déjà qu'une partie des ménages – en particulier les jeunes qui souhaitent s'installer – vont rencontrer des difficultés accrues pour se loger.

PAUVRETE

Le Monde **Des maires de gauche s'alarment de nouveau du sort des enfants à la rue**
Lemonde.fr, 18/12/2022

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/12/18/des-maires-de-gauche-s-alarment-de-nouveau-du-sort-des-enfants-a-la-rue_6154959_3224.html

Les élus jugent que le ministre chargé du logement n'a pas tenu l'engagement qu'il avait pris en septembre. Olivier Klein avait alors exprimé sa « volonté » de ne pas voir d'« enfants à la rue » cet hiver.

Les personnes âgées, nouveaux précaires [Dossier]
Territoires du social, 12/2022, n° 533, p. 14-22

Eric HEYER : « Identifier les compensations à apporter aux perdants de la hausse des prix est une question complexe »

- France Stratégie : Choc du vieillissement : un scénario presque rassurant
- Insee : Le grand âge, facteur de pauvreté
- CNSA : Agir ensemble sur tous les fronts
- Regard de l'Unccas : Et si on osait reparler d'une loi Grand âge ?
- Petits Frères de Pauvres : « La précarité financière renforce tous les indicateurs de l'isolement »
- Loire-Autun : Un service civique spécialisé « Grand âge »
- On en pense quoi La vie devant soi ou presque
- Retour sur Changer de regard sur la vieillesse



L'accès aux droits sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille UDCCAS 59, 2022, 28 p.

<https://udccas59.fr/wp-content/uploads/2022/07/Etude-UDCCAS.pdf>

Dans le cadre du déploiement de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille (MEL), l'Union Départementale des CCAS du Nord (UDCCAS) a mené une étude sur l'accès aux droits.

L'objectif de cette étude est de dresser un état des lieux des modalités d'accès aux droits sociaux sur le territoire de la MEL.

La première partie abordera la question du non-recours aux aides. La seconde partie proposera des pistes de réflexions et des préconisations basées sur l'analyse des retours des ateliers, questionnaires et entretiens menés durant 10 mois.

Précarité alimentaire



VIDEO - 15' en Aparté avec Boris Tavernier, VRAC. Pour une alimentation solidaire de qualité, Résovilles, 2022, 15 mn

<https://www.resovilles.com/15-en-aparte-avec-boris-tavernier-vrac-pour-une-alimentation-solidaire-de-qualite/>

Aujourd'hui, plus de 10 millions de personnes en France sont en précarité alimentaire, un phénomène encore plus marqué dans les quartiers populaires. Boris Tavernier, Délégué général de VRAC (Vers un Réseau d'Achat en Commun) présente le fonctionnement et les valeurs défendues par ce réseau. Lutter contre les inégalités, en donnant accès à tous à une alimentation de qualité, au moindre coût est une urgence au regard des enjeux de santé et de solidarité.

Précarité énergétique

En finir avec l'épreuve du froid

Journal des acteurs sociaux, 12/2022, n° 24, p. 31-35

Si les mesures nationales pour lutter contre la précarité énergétique peinent à porter leurs fruits, des initiatives nouvelles voient le jour. Tour d'horizon.

Sans domicile fixe

Où dormir quand on n'a pas de domicile ? / BESOZZI Thibaut

TheConversation.com, 28/12/2022

<https://theconversation.com/ou-dormir-quand-on-na-pas-de-domi>

Tente, sac de couchage, squat, centre d'hébergement d'urgence : pour les sans-abri la nuit est synonyme de nombreux dilemmes.

La rue : y vivre, l'occuper - droits et vulnérabilités / GAUTIER David

Actualités sociales hebdomadaires, 21/12/2022, n° 2, 64 p.

Le thème de la "rue" est ici abordé sous deux aspects. En premier lieu, l'acte de "vivre dans la rue" (partie 1), au sens le plus fort, convoquant le phénomène du sans-abrisme, observé au travers du triptyque "pauvreté-précarité-exclusion" et de l'hébergement d'urgence, les questions relatives au logement pérenne, soit l'après-rue, et à la santé n'apparaissant pas dans le document. En second lieu, l'acte-multiple-d'occuper la rue (partie 2), accueillant les questionnements relatifs aux sens donnés au fait d'aller et venir, de s'exprimer, de se réunir, de manifester, d'entreprendre dans l'espace "rue", avec toutes les garanties dignes d'un Etat de droit censées repousser l'arbitraire - où seront convoqués le licite et les droits et libertés publiques, leurs limites, et les faits absolument illicites dans la rue, l'ensemble donnant toujours une place éminente à la notion d'ordre public."

<https://www.ash.tm.fr/numeros-juridiques/3287-3288/>

PERSONNES AGEES

Le Monde **Grand âge : « Pour une aide active à bien vieillir »**
Lemonde.fr, 21/12/2022

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/21/grand-age-pour-une-aide-active-a-bien-vieillir_6155247_3232.html

Annoncé comme un axe prioritaire du Conseil national de la refondation, le « bien-vieillir » doit se traduire de manière concrète par des dispositifs sur le grand âge et l'autonomie, estiment, dans une tribune au « Monde », les membres du conseil scientifique de l'Association des directeurs au service des personnes âgées.

Quelle politique pour l'autonomie ? [Dossier]

Etre - Emploi, handicap et prévention, 12/2022, n° 171, p. 50-63

Au sommaire :

- Vieillir... une autre histoire du handicap ?
- Avancée en âge - Des défis multiples
- "Transformer la vie des gens" - Interview de Jean-Christophe Combe (Ministre des Solidarités, de l'Autonomie et Handicap)
- Le sens de l'anticipation
- Nouvelles technologies
- Rien ne remplacera l'humain

APA et PCH : le rapprochement est-il possible ? / PIVETEAU Denis

Tribunes de la santé (Les), 2022, n° 74, p. 59-68

<https://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante-2022-4-page-59.htm>

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH) sont, depuis le début des années 2000, les deux prestations individuelles majeures de compensation de la perte d'autonomie, qu'elle survienne lors du grand âge, ou par un handicap survenu au début ou au cours de la vie. Elles relèvent d'une même et forte inspiration qui a conduit, il y a deux ans, à l'émergence d'une nouvelle branche du régime général de la sécurité sociale : le « risque autonomie ».

Mais si leur existence donne ainsi concrètement corps à ce « cinquième risque » de sécurité sociale, le fait qu'elles visent chacune un public placé de part et d'autre de l'âge-pivot de 60 ans interroge. En se plaçant du seul point de vue, objectif, des modalités de leur attribution, on constate que, si elles se ressemblent par bien des aspects qui permettent de les regarder comme définissant une catégorie nouvelle de prestations, à mi-chemin des formes canoniques de la sécurité sociale et de l'aide sociale, elles présentent aussi des différences importantes qui font qu'elles ne relèvent pas d'inspirations identiques. Une conclusion s'en déduit qui est que la fameuse « barrière d'âge » qui les sépare n'est sans doute pas prête de tomber. Car il est impossible d'envisager une convergence purement paramétrique : APA et PCH définissent, au-delà de leurs parentés d'intention, deux univers distincts qui ne pourraient pas aisément fusionner.

Ehpad

Violences sexuelles : en Ehpad, les femmes vulnérables sont des proies

Mediapart.fr, 19/12/2022

<https://www.mediapart.fr/journal/france/191222/violences-sexuelles-en-ehpad-les-femmes-vulnerables-sont-des-proies>

En France, des dizaines de résidentes ont été agressées ou violées au sein des maisons de retraite. Mediapart a enquêté pendant plusieurs mois sur une réalité sous-estimée et méconnue. Le nombre des victimes pourrait être « monstrueux », d'après le ministère des solidarités.

Ehpad : oser recruter des saisonniers mineurs

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 12/2022, n° 160, p. 26-27

Dans le Morbihan, les résidences Mareva ont embauché l'été dernier 27 saisonniers mineurs, en renfort des équipes d'aides-soignantes. Un pari encore rare dans le secteur mais pouvant s'avérer "gagnant-gagnant".

Moral des directeurs - Retrouver le sens

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 12/2022, n° 160, p. 16-21

Entre les difficultés structurelles du secteur et les crises récentes, de nombreux directeurs et directrices voient leur métier leur échapper. Comment enrayer la spirale avant qu'elle ne se transforme en souffrance au travail ? Comment se préserver et reprendre du pouvoir sur son quotidien ?

L'art d'impliquer ses équipes

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 12/2022, n° 160, p. 14-15

Comment manager autrement pour mobiliser ou remobiliser ses équipes autour de la qualité de l'accompagnement des personnes âgées ? Regards croisés : Sylvain Connangle, Directeur de l'Ehpad La Madeleine à Bergerac (Dordogne) et Frédéric Sananes, directeur de l'Ehpad du haut Bois à Fléac (Charente)

- "Valoriser le rôle d'aide-soignant"
- "Miser sur la collégialité"

Prendre le temps, quand la poésie s'invite en Ehpad / VIATTE Juliette, DUPRE LEVEQUE Delphine ? Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 12/2022, n° 145, p. 32-33

Ils sont en primaire, au collège, étudiants, résidents d'Ehpad ou professionnels accompagnants. Âgés de 12 à 102 ans, ils ont participé au premier concours de poésie initié par Stop à l'isolement. Une initiative intergénérationnelle qui prouve que le beau, l'échange et la rencontre sont toujours fédérateurs.

Fidéliser le personnel dans le secteur des Ehpad / GUILLAUME Sylvain, VIATTE Juliette Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 12/2022, n° 145, p. 26-27

Les dirigeants d'Ehpad sont confrontés à une véritable pénurie de personnel, tous métiers confondus. Comment fidéliser les professionnels de manière concrète et réaliste ?

L'exemple des Ehpad, quels besoins, quelle attractivité ? / VERGER Philippe Tribunes de la santé (Les), 2022, n° 74, p. 69-78

<https://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante-2022-4-page-69.htm>

Les temps modernes connaissent une transformation profonde des lieux et une optimisation des moyens consacrés à l'accompagnement des grands âgés et des personnes en situation de handicap.

Au fil des siècles et des décennies, nous sommes passés des « maisons d'hospitalité » tenues par des religieux aux ive et ve siècles qui accueillaient des « malheureux » et des malades trop âgés, et après plusieurs étapes, aujourd'hui, à des établissements spécialisés avec un bâtimentaire et des technologies adaptées et des personnels professionnalisés.

Notre regard se portera plus particulièrement sur les organisations contemporaines des forces vives mises en œuvre pour l'accompagnement et l'hébergement des personnes âgées.

Le Monde En Savoie, la belle moisson d'art de l'Ehpad des Blés d'or Lemonde.fr, 17/12/2022

https://www.lemonde.fr/culture/article/2022/12/17/en-savoie-la-belle-moisson-d-art-de-l-ehpad-des-bles-d-or_6154801_3246.html

Le metteur en scène Mohamed El Khatib et la plasticienne Valérie Mréjen ont créé un centre d'art dans un établissement pour personnes âgées. Peintures, installations ou photographies peuvent être admirées par le public à tous les étages.

Maltraitance

Bientraitance ou maltraitance : une question de territoire / DI PATRIZIO Gabriele Gérontologie pour les décideurs en Gérontologie, 12/2022, n° 145, p. 24-25

Les professionnels de l'Ehpad se révèlent parfois circonspects, voire agacés, face aux termes de bientraitance ou maltraitance. En cause, des discours moralisateurs, méthodes Coué ou « yakafokon » d'idéologues prophétiques plus intéressés par la rentabilité de leur modèle que par le bien-vivre dans l'établissement. Alors bientraitance ou maltraitance, de quoi parle-t-on vraiment ?

Maltraitance envers les aînés : contextualisation des terminologies, définitions et modes d'action [Dossier]

Gérontologie et société, 2022, n° 169, p. 9-146

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe-2022-3.htm>

- Maltraitance envers les aînés : contextualisation des terminologies, définitions et modes d'action
- « Vous avez vu ? Ils me prennent tous pour une folle »
- Maltraitance et vulnérabilité
- Habitations collectives : maltraitance, intimidation ou intolérance entre aînés ?
- En contexte de proche aidance, la personne maltraitée n'est pas toujours celle que l'on pense !
- Clinique de la maltraitance, paradigme du don et politique publique
- Dans le dédale d'une pandémie : la parole comme choix encore possible
- Droits et libertés des personnes âgées dépendantes en période de crise sanitaire
- Lutte contre la maltraitance des aînés en Suisse : bilan et analyse critique

Pauvreté

Les personnes âgées, nouveaux précaires [Dossier]

Territoires du social, 12/2022, n° 533, p. 14-22

Eric HEYER : « Identifier les compensations à apporter aux perdants de la hausse des prix est une question complexe »

- France Stratégie : Choc du vieillissement : un scénario presque rassurant
- Insee : Le grand âge, facteur de pauvreté
- CNSA : Agir ensemble sur tous les fronts
- Regard de l'Unccas : Et si on osait reparler d'une loi Grand âge ?
- Petits Frères de Pauvres : « La précarité financière renforce tous les indicateurs de l'isolement »
- Loire-Authion : Un service civique spécialisé « Grand âge »
- On en pense quoi La vie devant soi ou presque
- Retour sur Changer de regard sur la vieillesse

Santé

Risque dépressif chez la personne âgée : de la détection à la prise en charge

Gérontologie pour les décideurs en Gérontologie, 12/2022, n° 145, p. 30-31

La dépression chez la personne âgée, notamment en institution, présente des caractéristiques bien précises. Les soignants doivent en tenir compte afin de la dépister et la prendre en charge.

Enjeux sanitaires de l'avancée en âge : épidémiologie des maladies chroniques liées à la perte d'autonomie et déterminants de ces maladies à mi-vie / CARCAILLON BENTATA Laure, HA Catherine, DELMAS Marie-Christine
Santé publique, 2022, 41 p.

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/di>

Face au vieillissement de la population, des politiques de prévention efficaces de la perte d'autonomie deviennent un enjeu prioritaire des années à venir. De nombreuses études au niveau international soulignent l'association entre l'adoption de comportements de santé favorables à mi-vie (40-64 ans) et le vieillissement en santé. Des consensus d'experts plaident pour la mise en place d'actions de prévention plus précoces dès 40 ans, que ce soit pour prévenir les démences ou pour retarder l'apparition des maladies chroniques entraînant une perte d'autonomie à l'âge avancé. Dans ce contexte, Santé publique France a fait le choix de mettre en place un nouveau programme intitulé " Avancer en âge en santé" dans lequel la surveillance des pathologies et des déterminants de santé intégrera les différentes dimensions de la santé (physique, psychique et fonctionnelle) et qui privilégiera l'action de prévention-promotion de la santé à mi-vie. Dans ce rapport, après un rappel des enjeux sanitaires liés à l'avancée en âge (augmentation du fardeau des maladies chroniques), nous faisons un point épidémiologique sur les différentes pathologies chroniques liées à la perte d'autonomie au cours du vieillissement, que nous complétons par une description des principaux facteurs de risque de ces pathologies, déjà fréquents dès la mi-vie

Solitude

Briser l'isolement, un jeu d'enfant ?

Journal des acteurs sociaux, 12/2022, n° 24, p. 28-29

C'est un jeu qui ne finira pas sous le sapin, mais qui pourrait bien rendre le sourire à des milliers d'âgés. L'association Petits Frères des Pauvres et la Cnav se sont associées pour concevoir un jeu de plateau Ô liens ! à destination des personnes âgées isolées. Avec une seule règle : unir leurs forces pour mieux repérer ces invisibles.

Isolement à domicile : détecter et prévenir la fin de vie sociale

Actualités sociales hebdomadaires, 12/2022, n° 24, 41 p.

Dans la collection « Domicile », le petit dernier des ASH vient de paraître.

<https://www.ash.tm.fr/dependance-handicap/isolement-a-domicile-detecter-et-prevenir-la-fin-de-vie-sociale-717378.php>

Loire-Authion : Un service civique spécialisé « Grand âge »

Territoires du social, 12/2022, n° 533, p. 22

Comme à Loire-Authion, des CCAS accueillent des jeunes en service civique, spécialement formés pour aller à la rencontre des personnes âgées et isolées.

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Monde Handicap : « Ne tombons pas dans une approche parfois caricaturale du débat en stigmatisant la vie en établissement » / VAGNONI Jacky, KABA Mamady

Lemonde.fr, 15/12/2022

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/15/handicap-ne-tombons-pas-dans-une-approche-parfois-caricaturale-du-debat-en-stigmatisant-la-vie-en-etablissement_6154491_3232.html

Alors que l'offre d'accompagnement des personnes en situation de handicap est en cours de transformation, les responsables du réseau Paralysie Cérébrale France, Jacky Vagnoni et Mamady Kaba, rappellent dans une tribune au « Monde », l'importance des établissements médico-sociaux pour certains handicaps.

**Vers l'égalité des droits pour les personnes handicapées / PELLETIER Anne-Sophie
Parlement européen, 2022, 78 p.**

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2022-0284_FR.html#_section2

La mise en œuvre intégrale et effective de chaque article de la CDPH a été, dès le départ, l'ambition et le moteur de ce rapport, et la rapporteure estime que le Parlement européen devrait jouer un rôle de premier plan dans la réalisation de cette ambition. Instaurer une véritable égalité passe nécessairement par des résultats concrets et mesurables. La CDPH est l'instrument clé pour lutter contre la discrimination, l'exclusion et la coercition ; il est indispensable que nous joignons la parole aux actes. Les États membres devraient apporter des modifications concrètes à leur législation de sorte que, dans l'Union, l'égalité devant la loi devienne une réalité pour les personnes handicapées. Ce n'est pas aux personnes handicapées d'agir pour vivre comme tout le monde, mais à ceux et celles qui sont au pouvoir de pourvoir à leurs besoins, en commençant par leur donner le siège principal à la table des décisions

Le numérique au service de l'autodétermination

Direction(s), 12/2022, n° 214, p. 22-25

<https://www.directions.fr/Trophee/reportages/2022/12/Le-numerique-au-service-de-l-autodetermination-2058042W/>

Goûts et envies, souvenirs, établissements et services fréquentés, moyens de communication utilisés... En rassemblant sur un support numérique unique tous les aspects de l'histoire de personnes en situation de handicap rare, le Carnet de parcours de vie conçu par le GNCRH facilite leurs rapports avec leur environnement. Et œuvre à leur autonomie.

APA et PCH : le rapprochement est-il possible ? / PIVETEAU Denis

Tribunes de la santé (Les), 2022, n° 74, p. 59-68

<https://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante-2022-4-page-59.htm>

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH) sont, depuis le début des années 2000, les deux prestations individuelles majeures de compensation de la perte d'autonomie, qu'elle survienne lors du grand âge, ou par un handicap survenu au début ou au cours de la vie. Elles relèvent d'une même et forte inspiration qui a conduit, il y a deux ans, à l'émergence d'une nouvelle branche du régime général de la sécurité sociale : le « risque autonomie ».

Mais si leur existence donne ainsi concrètement corps à ce « cinquième risque » de sécurité sociale, le fait qu'elles visent chacune un public placé de part et d'autre de l'âge-pivot de 60 ans interroge. En se plaçant du seul point de vue, objectif, des modalités de leur attribution, on constate que, si elles se ressemblent par bien des aspects qui permettent de les regarder comme définissant une catégorie nouvelle de prestations, à mi-chemin des formes canoniques de la sécurité sociale et de l'aide sociale, elles présentent aussi des différences importantes qui font qu'elles ne relèvent pas d'inspirations identiques. Une conclusion s'en déduit qui est que la fameuse « barrière d'âge » qui les sépare n'est sans doute pas prête de tomber. Car il est impossible d'envisager une convergence purement paramétrique : APA et PCH définissent, au-delà de leurs parentés d'intention, deux univers distincts qui ne pourraient pas aisément fusionner.

Autisme

Autisme, comment les maires se mobilisent pour favoriser l'inclusion / MENU Stéphane

Lettre du cadre territorial (la), 12/2022, n° 563, p. 26-27

- Tendre la main
- « On ne voulait pas de coin handicapés »
- En lien direct avec l'hôpital
- Des référents dans les trente-six communes des Hauts-de-Seine
- Les adultes autistes dans un angle mort

<https://www.amf.asso.fr/m/document/fichier.php?FTP=bcc303418ba975b77e7574a500c0d1ca.pdf&id=41446>

Santé



Rapport mondial sur l'équité en santé pour les personnes handicapées - Synthèse en français, Organisation mondiale de la santé, 12/2022

<https://www.who.int/fr/publications-detail/>

Ce rapport met en lumière les inégalités persistantes et multiples rencontrées par les personnes en situation de handicap, inégalités ayant un impact global sur leur santé.

POLITIQUES SOCIALES

Le secteur médicosocial : des origines à nos jours / BORGETTO Michel

Tribunes de la santé (Les), 2022, n° 74, p. 17-26

<https://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante-2022-4-page-17.htm>

S'il a fallu attendre le déclenchement de la Révolution pour que soient posés – via le principe de l'assistance obligatoire – les premiers jalons de ce qui deviendra plus tard l'action sociale et médicosociale, ce n'est cependant qu'à la fin du siècle suivant que sera durablement consacré le principe de l'assistance obligatoire, pierre de touche du futur secteur médicosocial. Celui-ci, depuis lors, n'a cessé de s'étendre et de se développer, si bien que le législateur a dû intervenir à plusieurs reprises pour définir et préciser les principales règles régissant son mode d'organisation et de fonctionnement. Reste cependant à se demander, au terme de plus de deux siècles d'histoire, ce qui spécifie le secteur médicosocial et en construit l'identité et, au-delà, ce qui à la fois le rapproche et le distingue des deux autres secteurs qui lui sont connexes : le secteur sanitaire d'un côté, et le secteur social de l'autre...

PREVENTION DE LA RADICALISATION



Replay - Islam, islamisme et djihadisme

CNFPT, 15/12/2022, 120 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p2cgm28oqwgh/>

Replay du webinaire organisé le 15 décembre 2022 par le service de spécialités inclusion sociale de l'Inset d'Angers - Intervenants : Hasna HUSSEIN, Sulayman VALSAN

Les ressources documentaires du webinaire

<https://padlet.com/berangereguillet/uieiuhnghf1bwmhu>



Sociologie du djihadisme français / CRETTEZ Xavier, BOIROT Jennifer, SEZE Romain, Ministère de la justice, 12/2022, 116 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/287439-sociologie-du-djihadisme-francais#xtor=EPR-526>

Le rapport produit par l'administration pénitentiaire, en partenariat avec Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, propose une sociologie du djihadisme français actualisée et précise. Cette analyse a pour objectif de nourrir le débat universitaire et de servir les modalités d'évaluation et de prise en charge des personnes incarcérées pour des faits de terrorisme à référentiel djihadiste. L'objectif de ce rapport est de produire des données objectives et validées empiriquement, construites sur une échelle suffisamment large pour être représentative, de la réalité sociologique de la population engagée dans une lutte armée à référentiel djihadiste.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Décret n° 2022-1730 du 30 décembre 2022 relatif à l'expérimentation du comité départemental pour la protection de l'enfance

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 31/12/2022

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046846006>

Au JO du 31 décembre 2022 a été publié le décret n° 2022-1730 du 30 décembre 2022 relatif à l'expérimentation du comité départemental pour la protection de l'enfance. Ce texte permet l'expérimentation, par les Conseils départementaux et pendant 5 ans, d'un comité départemental de la protection de l'enfance (CDPE).



Extrait 2 – Quel avenir pour les jeunes protégés ? Solidarités TV, 16/12/2022, 34.17 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=ZRx9ODztSys>

En plateau, Flore Capelier, directrice de l'Observatoire national de la protection de l'enfance et Pauline Spinass-Beydon, directrice de la MECS Saint-Jean à Sannois (Val-d'Oise) échangent sur la situation des jeunes accompagnées en protection de l'enfance et sur les réformes à conduire dans ce domaine. Lors d'un entretien en vidéo, Charlotte Caubel, secrétaire d'État chargée de l'Enfance, souligne l'importance de renforcer l'attractivité du secteur de la protection de l'enfance.

Aide sociale à l'enfance : le Val-d'Oise veut contrer l'érosion du nombre d'assistants familiaux Lesechos.fr, 18/12/2022

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/aide-sociale-a-lenfance-le-val-doise-veut-contrer-lerosion-du-nombre-dassistants-familiaux-1890315>

Le conseil départemental du Val-d'Oise vient d'adopter un plan pour faciliter le quotidien des familles d'accueil, dont le nombre décline d'année en année dans le département. Objectif : leur assurer une plus grande sécurité financière.



La population des enfants suivis en protection de l'enfance au 31 décembre 2020 : les disparités départementales / OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE, 2022, p. 13-15

https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/note_la_populationdesenfantsenpe_2020.pdf

Depuis 2006, croisant des données communiquées par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et par le ministère de la Justice, l'ONPE analyse chaque année la population des mineurs et jeunes majeurs au 31 décembre 2020.

Sommaire

- Au niveau national, une évolution des taux de prise en charge distincte entre mineurs et jeunes majeurs
- Les évolutions des taux de prise en charge départementaux : des disparités en augmentation
- La répartition entre les modes de prise en charge des mineurs
- La répartition entre les modes de prise en charge des jeunes majeurs
- L'accueil familial toujours majoritaire dans les modes d'hébergement

À l'Uaped, une assistante sociale en renfort pour la protection de l'enfance Média social (Le), 22/12/2022

À 23 ans, Elisa Labourguigne œuvre à la prévention et à la prise en charge des violences sur mineurs, au sein d'une "unité d'accueil pédiatrique enfant en danger". Elle explique le travail social mené dans ces structures en cours de déploiement dans les hôpitaux.

« L'information préoccupante balaie la notion de secret »

Actualités sociales hebdomadaires, 21/12/2022, n° 3287-3288, p. 12-14

Assistant social diplômé d'Etat, Laurent Puech est à l'initiative du site ressources Secretpro.fr, qu'il anime avec d'autres spécialistes du secteur social et médico-social. Selon lui, si de plus en plus de travailleurs sociaux sont soumis au secret professionnel, le partage d'informations d'ordre privé et les signalements à tout-va augmentent, mettant parfois à mal la personne accompagnée.

<https://secretpro.fr/>

Le comité des usagers de la protection de l'enfance (CUPE) par le conseil départemental de la Côte-d'Or : une expérimentation de la participation à l'évaluation de la qualité et à l'évolution de la mise en oeuvre de la politique de protection de l'enfance / BARBIER Christine, CARDOSA Monique, FLAMAND Claude

Revue française de service social, 12/2022, n° 287, p. 46-61

Restitution chronologique de cette expérimentation : conception, installation, vie du comité, travail, production et impact. Article rédigé par les différents acteurs.

PROTECTION DES MAJEURS



Accompagner la personne nécessitant une mesure de protection juridique dans l'exercice de ses droits et vers un parcours de vie inclusif – Note de cadrage, Haute autorité de santé, 11/2022, 17 p.

https://www.has-sante.fr/jcms/p_3343657/fr/accompagner-la-personne-neecessitant-une-mesure-de-protection-juridique-dans-l-exercice-de-ses-droits-et-vers-un-parcours-de-vie-inclusif-note-de-cadrage

Cette recommandation a pour objectif de fournir des repères et des outils au service des pratiques et des organisations en vue de :

- Inscrire le mandat judiciaire dans un parcours global d'accompagnement en articulant les interventions des différents acteurs ;
- Permettre le développement de l'autonomie de la personne pour décider et agir et favoriser son autodétermination, notamment en limitant autant que possible les actions substitutives, dans le cadre d'une prise de risque calculée et partagée ;
- Lever les obstacles à l'accès aux équipements et services de droit commun et favoriser un parcours de vie inclusif

TRAVAIL SOCIAL



VIDEO - 15' en Aparté avec Karine Minidré. La démarche d'aller vers Résovilles, 2022, 15 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=k49UTmSnmqo>

« L'aller vers » a pris de plus en plus de place dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture, de l'emploi, de l'accès aux droits. Karine Minidré, du JOK'coeur, évoque à la fois les difficultés qu'ont les professionnels à mettre en place cette démarche et l'enjeu pour le public de sortir d'une posture consumériste. Elle explique l'importance d'identifier les postures et l'intention, selon les publics visés, les écueils à éviter et des exemples de pratiques ludiques.



Des liens et des lieux : l'« aller-vers » en pratiques **Cahiers de l'action (les), 12/2022, n° 59, 84 p.**

<https://injep.fr/wp-content/uploads/2022/12/CA59.pdf>

Dans le champ du travail social, les démarches dites d'« aller vers » – c'est-à-dire qui vont au-devant des publics en sortant d'une logique de guichet – ouvrent des horizons d'action et de réflexion qui, sans être nouveaux, invitent à réinterroger plus fondamentalement les manières de penser l'action publique et associative.

Comme le mettent en évidence les différentes contributions rassemblées dans ce numéro, ces démarches portent en elles l'ambition de construire entre les divers intervenants sociaux (travailleurs sociaux, éducateurs du monde de l'éducation populaire, salariés d'association ou formateurs) et leurs publics une relation de soutien plus « habilitante », en visant à développer les aptitudes de la personne soutenue, dans une logique de lutte contre le non-recours aux droits mais aussi d'émancipation individuelle et collective.

Le rôle politique du travail social à l'ère de l'Anthropocène

CARRERE Melanie, Articulation(s), n° 3, 29/11/2022, 15 p.

<https://articulations.numerev.com/articles/revue-3/2758-le-role-politique-du-travail-social-a-l-ere-de-l-anthropocene>

Connecter les préoccupations écologiques et sociales n'est pas évident. Le mouvement des Gilets Jaunes est d'ailleurs né d'un puissant sentiment d'injustice face à l'augmentation de la Taxe Carbone. Du côté du travail social, on peine à voir comment verdir nos pratiques, ou aborder ce sujet avec les personnes accompagnées, en difficulté sociale. Cet article vise à explorer en quoi le changement climatique et la justice sociale sont pourtant directement liés, à travers des apports théoriques issus de champs disciplinaires variés (histoire, économie, géographie, sciences politiques, travail social), des travaux issus d'organisations travaillant sur les impacts économiques et sociaux du changement climatique (CESE, Carbon 4, The Shift Project), ainsi que l'analyse de pratiques en travail social

Éthique professionnelle - Petits et grands secrets

Actualités sociales hebdomadaires, 21/12/2022, n° 3287-3288, p. 6-35

"Cette édition des ASH a quelque chose de spécial : c'est la première fois que notre titre confie à ses lecteurs la rédaction d'un grand nombre de pages. Beaucoup de professionnels ont répondu à notre appel à contributions, et il nous a fallu faire des choix, écarter parfois des textes soit parce qu'ils étaient trop abstraits même si agréablement littéraires, soit parce que l'intention demeurait vague, ou encore parce que tel ou tel cas précis aurait requis un travail journalistique qui aurait dénaturé l'écrit. Quoiqu'il en soit, merci à tous ceux qui nous ont envoyé leur prose, ils ont nourri notre réflexion.

Le thème proposé a lui aussi quelque chose de spécial. Car le secret revêt diverses parures, plus ou moins choisies. Dans l'action sociale et médico-sociale, où la relation et le dialogue représentent des outils de travail, une confiance est vite arrivée. Comment l'accueillir, comment l'appréhender ? Faut-il garder le secret ou le lever ? Et, le cas échéant, comment ? Peut-on se laisser imposer un secret et, sinon, comment le contourner ?"

<https://www.ash.tm.fr/hebdo/3287-3288/>

Jurisprudences : au-delà du secret professionnel / BERTIN Emilie

Actualités sociales hebdomadaires, 21/12/2023, n° 3287-3288, p. 26-28

Le secret est le lieu où l'on renferme les choses auxquelles on tient. A l'abri des regards, il les protège des jugements extérieurs et de leur rôle normatif. Le droit, en assurant la traduction des rapports sociaux, les délimite. Si le droit du travail remplit un objectif de santé et de sécurité des travailleurs sociaux, ainsi que, accessoirement, de protection des personnes accompagnées, il fige dans le même temps les relations humaines, réduites à de simples liens professionnels exclusifs de l'expression de tout sentiment.

Le cadre légal du secret / TAUBE Raymond

Actualités sociales hebdomadaires, 21/12/2022, n° 3287-3288, p. 22-25

On accole généralement au mot « secret » l'adjectif « professionnel » lorsqu'on l'applique aux travailleurs sociaux. S'ils y sont astreints par les textes (voir les références juridiques, encadré ci-dessous), jamais un travailleur social n'a été condamné pénalement pour violation du secret, ce qui ne veut toutefois pas dire qu'on puisse s'en affranchir. Mais l'omniprésence du droit et les enjeux de responsabilité qui en découlent sont une réalité dont on ne peut faire abstraction.

"Un fort sentiment d'utilité sociale ne suffit pas", Coralie Perez, socioéconomiste

Direction(s), 12/2022, n° 214, p. 12-14

Si la question des rémunérations est importante, celle du sens que les salariés perçoivent dans leur travail est tout aussi déterminante pour l'attractivité des métiers, prévient la socioéconomiste Coralie Perez. Il revient aux organisations de mieux prendre en compte les attentes des professionnels qui, depuis la crise sanitaire, s'interrogent davantage sur le contenu et les finalités de leur activité.

<https://sites.google.com/site/coralieperezup1/>

Le développement du pouvoir d'agir au chevet du travail social [Dossier]

Revue française de service social, 12/2022, n° 287, p.9-105

https://www.anas.fr/RFSS-N-287-Le-developpement-du-pouvoir-d-agir-au-chevet-du-travail-social_a1966.html

Ce numéro de La Revue française de service social (RFSS) portant sur le développement du pouvoir d'agir au chevet du travail social propose des articles avec différentes approches pour :

- rappeler les fondamentaux et les valeurs du travail ;
- enrichir et construire le travail social de demain ;
- faire reconnaître les compétences de l'ensemble des acteurs : professionnel·le·s, personnes accompagnées, formateurs, etc.

Des usages de la recherche collaborative / ARTOIS Pierre, MORIAU Jacques, WAGENER Martin

Politiques sociales, 2022, n° 3-4, p. 4-97

<https://www.cairn.info/revue-les-politiques-sociales-2022-3.htm>

Ce numéro aborde les enjeux de la recherche collaborative de manière croisée et dynamique à partir de retours d'expériences. Il discute un ensemble d'enjeux épistémologiques, méthodologiques et politiques liés aux pratiques de recherche collaborative. Coécrit avec des intervenants et intervenants sociaux, il permet aux lectrices et lecteurs de comprendre les particularités de la recherche collaborative à l'aune d'autres modèles (recherche-action, recherche participation, cocréation...), et de montrer leurs conséquences pratiques et théoriques.

VIOLENCES



Livret d'accompagnement sur les violences intrafamiliales

Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, 07/12/2022

<http://pnrs.ensosp.fr/content/view/full/98112>

Ce livret est le fruit d'une collaboration entre le SDIS du Nord, le Département du Nord, l'association Solidarité Femme Accueil (SOLFA), les forces de l'ordre (police et gendarmerie) mais aussi l'Unité Régionale de Soins auprès des Auteurs de Violences Sexuelles (URSAVS).

Il aborde les Violences Intra-familiales en identifiant les formes qu'elles peuvent prendre et leurs conséquences pour les victimes. De manière à mieux appréhender ce type d'intervention, des préconisations relatives aux pratiques professionnelles sont formulées pour mieux accompagner et orienter les victimes.



Les Français-es et l'éducation à la vie sexuelle et affective pour lutter contre les violences, La Maison des femmes, 11/2022, 45 p.

<https://www.lamaisondesfemmes.fr/assets-mdf/uploads/2022/11/o>

Cette étude vise à sonder les Français-es sur leur perception de l'impact de l'éducation dans le cadre scolaire et familial sur la prévention des violences faites aux femmes.

<https://www.lamaisondesfemmes.fr/article/enquete-opinion-way-pour-la-maison-des-femmes/>

Violences sexuelles : en Ehpad, les femmes vulnérables sont des proies

Mediapart.fr, 19/12/2022

<https://www.mediapart.fr/journal/france/191222/violences-sexuelles-en-ehpad-les-femmes-vulnerables-sont-des-proies>

En France, des dizaines de résidentes ont été agressées ou violées au sein des maisons de retraite. Mediapart a enquêté pendant plusieurs mois sur une réalité sous-estimée et méconnue. Le nombre des victimes pourrait être « monstrueux », d'après le ministère des solidarités.

Violences conjugales



Violences faites aux femmes : comment améliorer la réponse pénale ? Le Temps du débat, France culture, 12/12/2022, 38 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/violences-faites-aux-femmes-comment-ameliorer-la-reponse-penale-8993123>

Alors que le député Adrien Quatennens doit comparaître mardi pour violences conjugales, le dispositif juridique actuel contre ces violences pose question. Faut-il introduire dans la loi la notion de contrôle coercitif ou, comme vient de le voter l'Assemblée, créer des juridictions spécialisées ?

Violences conjugales [Dossier]

EMPAN, 2022, n° 128, p. 14-127

<https://www.cairn.info/revue-empan-2022-4.htm>

La violence conjugale compte actuellement une littérature scientifique prolifique, un édifice juridique vaste et des politiques publiques volontaristes. Ces éléments ont accompagné la construction d'un cadre d'action pour les professionnel·le·s et favorisé la conscientisation de la population. Après la publication du numéro 73 de la revue Empan consacré à cette thématique, de nouvelles recherches, des enquêtes nationales et internationales et la promulgation de lois ont continué à faire avancer la connaissance et le traitement de ce phénomène.

Ce dossier fera part de cette trajectoire déjà parcourue et mettra en lumière les références théoriques et pratiques actuelles, les évolutions en termes de prise en charge et les enjeux aujourd'hui, y compris en contexte de crise sanitaire liée au Covid-19. Adoptant une perspective pluridisciplinaire, ce dossier rassemblera des apports du monde académique, mais aussi juridique, du travail social et de la clinique.

Le Monde Violences conjugales : les tribunaux cherchent la meilleure organisation Monde (le), 29/12/2022, p. 6

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/12/28/chalons-en-champagne-bobigny-face-aux-violences-intrafamiliales-les-tribunaux-cherchent-la-meilleure-organisation_6155857_3224.html

Pour comprendre les nouveaux aménagements et les réflexions en cours, « Le Monde » s'est rendu à Bobigny et à Châlons-en-Champagne. Deux juridictions aux tailles et profils différents, chacune à sa façon engagée dans le traitement de ces affaires.

- Pôle dans chaque tribunal ou juridiction spéciale, un débat chez les députés

ACQUISITIONS

Le centre de ressources vous propose de découvrir [les nouvelles acquisitions](#) en lien avec nos spécialités Inclusion sociale, Enfance, Santé publique et Autonomie.

